

espace soviétique. Parallèlement à cela, l'accord concernant le plutonium permettra, à partir de 2007, de neutraliser 34 tonnes de plutonium, soit plus du tiers des réserves militaires russes ou, autrement dit, une quantité suffisante pour produire 4250 bombes. Par contre, la Russie dispose toujours de trois réacteurs qui produisent 1, 5 tonnes de plutonium militaire par année (Bunn, 2000: 51).

En ce qui concerne la mise en sécurité des matériaux fissiles et des équipements nucléaires, finalement, selon les experts, 80 % de la tâche était accompli, au moins en ce qui concerne les mesures d'urgence⁶¹. Mayak, dans l'Oural, offrira tout particulièrement, à partir de 2002, un site de stockage sûr pour plus de 50 tonnes de plutonium issu du démantèlement de 6250 ogives nucléaires. Par ailleurs, dès cette année, 260 tonnes d'uranium enrichi provenant de la marine russe ont été mises en sécurité dans une quarantaine de sites par le CTR.

Cependant, les coûts de ces opérations ont de loin surpassé les prévisions originales⁶² et une multiplicité d'obstacles et d'imprévus de toutes natures se sont présentés en cours de route et ont ralenti les opérations. De plus, la question de la sécurité à long terme des matériaux fissiles demeure ouverte.

Un travail considérable a donc été accompli en ce qui concerne quatre des cinq objectifs du CTR et l'on peut ajouter que même la question plus complexe de la reconversion de l'industrie nucléaire russe a été abordée avec un certain succès. Pour ne citer que cet exemple, l'*International Science and Technology Center* (ISTC) à Moscou a financé plus de 1250 projets destinés à fournir de l'emploi à des anciens chercheurs et techniciens nucléaires. Ces projets ont donné du travail à plus de 30 000 personnes employées auparavant dans l'industrie militaire soviétique.

61. *Arms Control Reporter* 2000, 612.E.

62. Pour ne citer que cet exemple, comme l'a noté un observateur : « The Mayak FMSF has been criticized for its costs, which may reach \$1.3 billion, because of last-minute changes mandated by the Russian side, and for a lack of access and transparency. These concerns are valid, but they are balanced by the superior security the site will offer, on a technologically sustainable basis... » (Wehling, 2001: 1).